

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 06/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ORANO CHIMIE-ENRICHISSEMENT**

Z.I. de Malvesi - Route de Moussan  
CS 10222  
11100 Narbonne

Références : 2026-180  
Code AIOT : 0006600247

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement ORANO CHIMIE-ENRICHISSEMENT implanté ROUTE DE MALVEZY ZI DE MALVEZY 11100 Narbonne. L'inspection a été annoncée le 16/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des suites de l'évènement climatique ayant débuté le 17 janvier 2026, manifesté par de fortes pluies, et de son impact sur le site. En effet, entre le 17 et le 22 janvier, le site Orano Malvésy a connu un fort épisode pluvieux avec 276 mm de précipitations enregistrées à Narbonne. Lors du week-end du 25/26 janvier, plus de 40 mm de précipitations ont également été mesurées lors d'un nouvel épisode pluvieux.

La visite était destinée à faire le point sur les mesures d'urgences mises en place par l'exploitant sur son site, conformément à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2026.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORANO CHIMIE-ENRICHISSEMENT
- ROUTE DE MALVEZY ZI DE MALVEZY 11100 Narbonne
- Code AIOT : 0006600247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ORANO exploite sur le site de Narbonne Malvézi une installation de conversion d'uranium naturel.

Cette activité relève de la réglementation ICPE et est encadrée et autorisée par arrêté préfectoral (n°DREAL-UID11-2017-077).

Compte tenu de la nature des substances et des quantités susceptibles d'être présentes sur le site, cet établissement est classé SEVESO seuil haut, par dépassement de la rubrique ICPE n° 4110-3.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécurisation de l'entreposage des effluents de procédés	AP Complémentaire du 04/02/2026, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à l'article 1 de l'APC du 4 février 2026, l'exploitant a informé le préfet de l'ensemble des mesures d'urgence prises sur le site pour sécuriser l'entreposage des effluents procédés, notamment :

- mis en place d'un osmoseur mobile secondaire (en plus de l'osmoseur fixe déjà en place) puis, dans un second temps, d'un concentrateur (courriers des 02/02 et 13/03)
- réduction des délais de travaux sur le bassin B9, via notamment la modification de la gestion de l'ancienne membrane, pour récupérer sa capacité avant l'automne prochain (courrier 03/02)
- rehausse des bassins B5/B6 et transformation d'un bassin d'eau pluviale du site en bassin d'effluents procédés afin de donner des capacités d'entreposage supplémentaire mobilisable en situation dégradée et d'urgence afin de pouvoir faire face à une nouvelle pluie importante (courriers des 18/02 et 12/03).

L'inspection du 19 mars était destinée à faire le point sur la mise en œuvre des dernières mesures d'urgences : concentrateur secondaire, transformation d'un bassin d'eau pluviale du site en bassin d'effluents procédés et rehausse des bassins B5 et B6.

De la même manière que pour les premières mesures d'urgences mises en place par l'exploitant, l'inspection propose à M. le Préfet de prendre acte de ces dernières à travers un courrier préfectoral. Il est toutefois proposé que ce courrier rappelle à l'exploitant :

- que les mesures d'urgences qu'il met en place sur son site restent de sa responsabilité ;
- que les capacités de stockages supplémentaires d'effluents procédés dégagées par ces mesures ne doivent être utilisées qu'en cas de situation climatique dégradée (évènement pluvieux intense) et non au long cours de la production.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Sécurisation de l'entreposage des effluents de procédés

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/02/2026, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation de l'entreposage des effluents de procédés
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société ORANO CE dont le siège est situé 125, avenue de Paris, 92320 Châtillon, est tenue de : <ul style="list-style-type: none"><li>• sous 7 jours, proposer la mise en place de dispositions d'urgence pour sécuriser l'entreposage des effluents de procédés sur son site de Malvesi, et limiter les risques de débordement, notamment par apport d'eau de pluie ;</li><li>• d'ici le 1<sup>er</sup> septembre 2026, transmettre une mise à jour de son étude de danger de son site de Malvesi sur la partie "risque naturel", notamment vis à vis des risques pluviométriques, inondations, ruissellement et stabilité des ouvrages (l'ensemble des bassins d'évaporation et d'entreposage d'effluents de procédés et leurs digues), en prenant notamment en compte l'évènement pluvieux de janvier 2026 ;</li><li>• sous 12 mois, transmettre une étude technico-économique présentant les différentes voies envisagées pour réduire l'entreposage des effluents de procédés sur son site de Malvesi, ainsi que la stratégie retenue et le calendrier de mise en œuvre associé.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Suite à l'épisode pluvieux intense ayant particulièrement touché la zone du narbonnais (317 mm de précipitation du 17 au 25 janvier 2026), l'exploitant Orano Malvesi a réalisé un rejet direct des eaux pluviales de son site du 18/01 au 08/02.  <b>Face à cette situation, un arrêté préfectoral de mesures d'urgences (APMU) a été signé le 20 janvier 2026 afin notamment de prescrire le suivi renforcé :</b> → des rejets directs d'eaux pluviales : 4 prélèvements /jours (au minimum), sur 4 paramètres les plus représentatifs du site : URANIUM, NITRATE, AMMONIUM et FLUOR; → des hauteurs de garde des bassins procédés ainsi que surveillance stabilité des ouvrages.  <b>Une première inspection du site a eu lieu le 22 janvier</b> afin, d'une part, de faire le point sur les actions mises en œuvre par l'exploitant depuis le 17 janvier dernier et, d'autre part, à faire un état

des lieux sur le suivi des mesures d'urgences prescrites par l'APMU.

A l'issue de cette visite, si l'inspection a pris acte de la décision de l'exploitant de maintenir le site à l'arrêt, elle a également relevé que la situation observée sur la zone lagunes (indisponibilité du bassin B9, hauteur d'effluents contenus dans les bassins proche de la hauteur de garde limite fixée à 35cm sur de nombreux ouvrages,...) nécessitait de prendre des dispositions complémentaires.

**Un arrêté préfectoral complémentaire (APC) a donc été pris le 4 février 2026 afin de solliciter :**

1/ court terme (7 jours) : proposition de l'exploitant de dispositions d'urgence pour sécuriser l'entreposage des effluents de procédés ;

2/ moyen terme (6 mois) : mise à jour de son étude de dangers du site sur la partie "risque naturel" : risques pluviométriques, inondations et stabilité des ouvrages

3/ long terme (12 mois) : transmission d'une étude technico-économique présentant les différentes voies envisagées pour réduire et traiter l'entreposage des effluents de procédés sur son site, ainsi que le calendrier associé.

**Conformément à l'article 1 de l'APC sus-cité, entre le 02/02 et le 13/03, l'exploitant a informé le préfet de l'ensemble des mesures d'urgence prises sur le site pour sécuriser l'entreposage des effluents procédés, notamment :**

- mis en place d'un osmoseur mobile secondaire (en plus de l'osmoseur fixe déjà en place) puis, dans un second temps, d'un concentrateur (courriers des 02/02 et 13/03)
- réduction des délais de travaux sur le bassin B9, via notamment la modification de la gestion de l'ancienne membrane, pour récupérer sa capacité avant l'automne prochain (courrier 03/02)
- rehausse des bassins B5/B6 et transformation d'un bassin d'eau pluviale du site en bassin d'effluents procédés afin de donner des capacités d'entreposage supplémentaire mobilisable en situation dégradée et d'urgence afin de pouvoir faire face à une nouvelle pluie importante (courriers des 18/02 et 12/03).

Concernant la mise en place des premières mesures d'urgences : second osmoseur (mobile) et réduction des délais de travaux sur le bassin B9, M. le Préfet a pris acte de ces mesures dans un courrier en date du 11 février 2026.

**L'inspection du 19 mars est destinée à faire le point sur la mise en œuvre des dernières mesures d'urgences :** concentrateur secondaire, transformation d'un bassin d'eau pluviale du site en bassin d'effluents procédés et rehausse des bassins B5 et B6.

L'inspection s'est déroulée en salle, où l'exploitant a présenté un état des lieux des actions déployées sur le site, puis sur le terrain au niveau :

- du stockage des concentrats en attente de passage au concentrateur secondaire (ouvrage BIO), puis de l'entreposage des "super-concentrats" qui en sont issus ;
- du délestage des eaux pluviales du bassins nommé "BEPS" et de la transformation de ce dernier en bassin d'effluents procédés ;
- des bassins B5/B6.

**Concernant le stockage des concentrats issue de l'osmoseur en vue de leur passage au concentrateur secondaire**, ces derniers sont stockés dans le bassin "BIO". L'inspection note que le bassin BIO est identifié comme bassin de récupération des eaux d'extinction incendie. Aussi, et conformément à l'arrêté d'autorisation du site, même en l'absence d'activité l'exploitant doit pouvoir disposer d'un volume disponible de 3500 m<sup>3</sup> pour le recueil de ces eaux. Sur ce point, l'exploitant précise pouvoir disposer de ce volume utile sur site via :

- le bassin BEX, situé à proximité, et capable d'accueillir 1500 m<sup>3</sup>
- les bâches temporaires mises en place sur le site de capacité unitaire de 1000 m<sup>3</sup>. L'exploitant précise que deux de ces bâches sont maintenues vides pour être dédiées à recueillir des eaux incendie en cas de besoin. Une pompe mobile est positionnée à proximité du bassin BEX afin de réaliser le transfert vers les bâches mobiles si besoin.

L'exploitant indique par ailleurs avoir formalisé une fiche de consigne temporaire concernant la gestion de ces bassins (BIO/BEX) et ce afin de garantir un volume disponible pour le recueil des eaux d'extinction incendie.

Sur le terrain, l'inspection a constaté l'effectivité de la mise en place de ces équipements.

**Concernant le stockage des super-concentrats issus du concentrateur secondaire**, l'exploitant a créé une plateforme destinée à recueillir et entreposer temporairement ces derniers en tank (dans un premier temps) puis en bâches mobiles (dans un second temps). La plateforme d'entreposage a été vue en inspection. L'exploitant précise qu'en cas de fuite et/ou rupture de bâche/tank, il s'est doté de boudins absorbants à mettre en place et que les lits de sables, situés en dessous des bâches, permettront également d'absorber en cas de besoin. Lors de la visite sur site, l'inspection constate que la zone d'entreposage est goudronnée et que des lits de sables sont bien positionnés sous les bâches mobiles.

Toutefois, l'inspection relève également la présence d'avaloirs d'eaux pluviales dans la zone concernée. Par ailleurs, en cas de rupture franche d'une bâche, le temps de déploiement des produits absorbants permet difficilement de contenir puis recueillir en totalité le produit. Dans ce cadre l'inspection demande à l'exploitant d'envisager la création d'une rétention temporaire de l'ensemble de la zone, notamment en utilisant les pentes/trottoirs déjà présents ainsi que le positionnement des boudins absorbants et plaque d'obturation des avaloirs.

**Concernant la transformation du bassin pluvial "BEPS" en bassin d'effluents procédés**, l'exploitant précise que les eaux pluviales contenues dans ce bassin ont été transférés vers le bassin BEP puis vers le bassin BEX où elles sont actuellement confinées dans l'attente d'un envoi vers l'osmoseur du site pour traitement avant rejet.

**L'exploitant précise également avoir identifié le bassin de régulation (BR), comme exutoire potentiel pour ces eaux pluviales issues de BEPS en cas d'annonce d'épisode pluvieux intense.** Le transfert serait réalisé via une ancienne canalisation reliant le site au BR et un prélèvement journalier permettrait de suivre les paramètres de rejets.

Dans l'attente de la fin des travaux sur le bassin B9, la transformation de BEPS en bassin d'effluents procédés permet de gagner environ 21 000 m<sup>3</sup> de capacité de stockage d'effluents, ce qui faciliterait le rééquilibrage des hauteurs d'effluents entre bassins pour maintenir la garde

règlementaire de 35 cm associée à ces derniers en cas de besoin (nouvel épisode pluvieux).

En ce qui concerne la mobilisation du BR en situation dégradée, l'inspection relève toutefois que l'exploitant doit renforcer le plan de surveillance qui y serait associé, notamment :

- seule la concentration des eaux surfaciques a été prise en compte, or l'ensemble du volume du BR est concerné dans le suivi des paramètres proposés : il est nécessaire de mettre en adéquation ces données ;
- le suivi à mettre en œuvre doit être défini précisément : renforcement des paramètres, nécessité d'un débitmètre, déclinaison du plan de prélèvement, fréquence de suivi de la hauteur du BR...

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté le remplissage de BEX avec les eaux pluviales issues du BEPS. La canalisation d'envoi vers le BR a également été identifiée (fermée). Aucun transfert vers le BR n'a été effectué au jour de l'inspection.

**Concernant la rehausse des bassins B5 et B6**, elle est réalisée via une double rangée de GBA avec ceinture béton et membrane d'étanchéité. Les travaux sont en cours (vu lors de la visite) et permettront de dégager un volume pour l'entreposage d'effluents d'environ 12 400 m<sup>3</sup>.

Pour cette mesure d'urgence, l'exploitant a fait réaliser une étude de stabilité de la rehausse en elle même ainsi que du massif général puis une expertise de cette dernière. Il indique par ailleurs avoir pris en compte les préconisations de l'expert géotechnique issues de cette étude : suivi renforcé des piézomètres, chargement progressif....

Concernant cette mesure d'urgence, si l'inspection a rappelé à l'exploitant que sa mise en œuvre relève de la responsabilité de ce dernier, l'inspection a également appuyé sur la nécessité d'une prise en compte et d'une application stricte des recommandations issues de l'étude géotechnique expertisée. Enfin, l'inspection a également rappelé à l'exploitant que les volumes dégagés par cette rehausse ne sont pas mobilisables en situation normale mais uniquement en situation exceptionnelle et dégradé (pluies intenses).

#### **Conclusion :**

Au vu de ces éléments, et de la même manière que pour les premières mesures d'urgences mises en place par l'exploitant, l'inspection propose à M. le Préfet de prendre acte de ces dernières à travers un courrier préfectoral. Il est toutefois proposé que ce courrier rappelle à l'exploitant :

- que les mesures d'urgences qu'il met en place sur son site, ainsi que leurs suivis, restent de sa responsabilité ;
- que les capacités de stockages supplémentaires d'effluents procédés dégagées par ces mesures ne doivent être utilisées qu'en situation climatique dégradée (événement pluvieux intense) et non au long cours de la production.

**Type de suites proposées :** Sans suite